

Une activité transitoire

Une opération visant à relancer la production de café dans l'île semble marquer le pas. La concurrence avec les cultures vivrières est l'élément principal qui explique ce relatif échec.



*Mélanésiens dans un village de brousse
En concurrence avec la culture des plantes vivrières*

LA CAFÉICULTURE a joué un rôle important dans l'histoire de la Nouvelle-Calédonie, aussi bien pour le colonat européen, qui y trouva un des moyens de son implantation, que pour les Mélanésiens contraints en 1932 à créer leurs propres caféières. Amorcé durant la guerre, le déclin caféicole qui touche d'abord les colons, atteint les Mélanésiens vers le milieu des années soixante marquées par l'urbanisation et l'essor marinier. Les exportations encore supérieures à 2 000 tonnes au début de la décennie chutent à 400 après cette date. L'opération café lancée en 1968 se donne pour objectif le remplacement d'une caféiculture sous ombrage, majoritairement mélanésienne, aux faibles rendements et confrontés au manque de main-d'œuvre, par une caféiculture sans ombrage, utilisant l'engrais et susceptible de mécanisation. En 1978, lors du passage à la phase de vulgarisation, l'Assemblée territoriale entérine la plantation de

500 ha sur dix ans. Cette même année, dans un contexte de crise, le secrétariat d'Etat au Dom-Tom dote l'opération d'objectifs et de moyens financiers accrus en l'insérant dans son « Plan de développement économique et social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie ». L'injection de crédits doit permettre l'élargissement d'une activité susceptible de remédier à la faiblesse des revenus agricoles mélanésiens (estimés à 6 900 F Cfp par mois pour 85% des producteurs) et d'absorber le retour des salariés privés d'emploi. L'opération café représente alors la plantation de 2 000 ha de caféiers pour une production annuelle de 3 000 t. Son coût est estimé à 110 millions de francs français ; près de mille producteurs mélanésiens devaient en bénéficier.

Quatre années après ses débuts, l'opération semble marquer le pas. Si les premières récoltes permettent de passer d'un chiffre moyen de 400 kg à l'hectare à des rendements avoisinant les deux tonnes, elles sont trop peu nombreuses pour avoir un réel impact sur

la production. Dans les régions à robuste de la côte est où les conditions techniques et l'environnement économique sont propices, les réussites coexistent avec les plantations plus ou moins livrées à elles-mêmes. Sur la côte ouest les caféiers arabica connaissent de nombreux échecs provoqués par la sécheresse et les attaques de rouille. Leur situation apparaît ainsi suffisamment défavorable pour qu'en septembre 1983 soit envisagée leur réduction. Favorables ou non à l'innovation, les caféiculteurs se positionnent par rapport à l'accroissement de travail qu'elle induit. Habités à une caféiculture se satisfaisant d'un ou deux entretiens annuels, les Mélanésiens sont confrontés à une culture qui nécessiterait 80 heures de présence par mois et par hectare les deux premières années.

UN DEMI-HECTARE

Cet accroissement du temps de travail entre alors en concurrence avec la culture des plantes vivrières (ignames, taros) qui demeurent la base de la subsistance comme celle de la reproduction du système social. La fréquence des interventions dues au contrôle des herbes ou à l'épandage d'engrais est alors ressentie comme une difficulté par le Mélanésien appelé à satisfaire aux impératifs coutumiers et à saisir l'opportunité d'emplois temporaires. Aussi la situation de la caféiculture intensive est-elle tributaire de disponibilités individuelles ; les caféiculteurs la considèrent comme une option transitoire dans l'attente d'une reprise économique. Pour assurer la relance, l'opération café se fixait pour objectif un revenu mensuel par caféiculteur de 50 000 Cfp, produit de 3 ha de caféiers (soit un triplement des superficies antérieures). Aujourd'hui, il apparaît que les superficies s'établissent autour d'un demi-hectare ; il est peu probable qu'elles progressent dans un contexte de pression foncière et de tenure lignagère. En ce qui concerne les temps de travaux, les études sociologiques montrent que la culture d'un hectare de caféiers, selon les normes des deux premières années, correspond pour une année à l'ensemble des activités de production d'un homme marié. A celles-ci, il conviendrait d'ajouter la part qui échoit aux activités coutumières (les seules cérémonies de deuil représentant 25% des activités de production). Il n'est alors guère permis de penser que la caféiculture intensive puisse enrayer le déclin caféicole ou qu'elle puisse offrir au milieu mélanésien une alternative à l'exode rural et à la recherche du salariat.

Patrick FILLON
Orstom, Nouméa

PILON